

Bloc-notes

«Liberté pour la banlieue!» La chronique de Patrick Devedjian



Patrick Devedjian

26 Février 2020 à 12h45

« La difficile campagne électorale de Paris révèle les conceptions démocratiques avec lesquelles nous vivons et l'embrouillamini des relations entre la capitale et la banlieue », écrit le président du conseil départemental des Hauts-de-Seine



La difficile **campagne électorale de Paris** révèle les conceptions démocratiques avec lesquelles nous vivons et l'embrouillamini des relations entre la capitale et la banlieue. Pour organiser l'avenir, il faut tenir compte des erreurs du passé et ne plus les reproduire.

Il faut commencer par rappeler ce que tout le monde semble avoir oublié : le maire de Paris n'est pas nécessairement élu par une majorité de Parisiens : il est élu par la somme des conseillers de Paris, élus dans chacun des 20 arrondissements. Or, le nombre de voix nécessaires pour obtenir l'élection d'un conseiller de Paris est variable d'un arrondissement à l'autre, si bien qu'on peut être élu maire en étant globalement minoritaire !

Cela n'a pas l'air de troubler les différents candidats. Partout en France chaque voix a la même valeur, sauf avec ce système inégalitaire qui n'est appliqué qu'à Paris, Lyon et Marseille et qui a permis, parfois, à des maires minoritaires de fait dans leur ville d'être élus. C'est pourquoi, il y a à Paris 17 campagnes électorales dans les 20 arrondissements (depuis que les I^{er}, II^e, III^e et IV^e arrondissements ont été fusionnés).

Les sondages ne prennent pas en compte cette particularité d'autant plus choquante que les arrondissements parisiens n'ont aucune autonomie de gestion. La politique qui y est menée échappe pour l'essentiel aux élus d'arrondissement, qui en sont en

principe responsables : ni la voirie, ni la propreté, ni le stationnement par exemple ne relèvent de leurs compétences.

Surdensification. Paris est la sixième ville la plus dense du monde, après Dacca, Manille, Le Caire, Shanghai et Bombay ! La surdensification est à l'origine de beaucoup de nos problèmes car elle provoque une saturation qui rend la circulation automobile de plus en plus difficile, augmente le **coût des logements**, raréfie les espaces verts au point de planter désormais les arbres sur les toits et de développer à prix d'or une agriculture urbaine qui nargue nos vrais agriculteurs.

Cette **politique de concentration de l'activité dans la capitale** est ancienne mais elle fut poussée à son extrême par le centralisme étatique et aggravée par le schéma directeur de la région Ile-de-France, approuvé en 2013 et fixant des objectifs de construction de logements toujours plus élevés, que les préfets animent avec zèle.

L'administration centrale française, installée dans les hôtels particuliers du VII^e arrondissement, et le lobby des architectes-urbanistes ont conduit une politique d'essence totalitaire, inspirée de cette Charte d'Athènes qui date de 1942, mais toujours à l'ordre du jour

En même temps, une part importante de la population parisienne a été chassée en banlieue, souvent à la périphérie de villes dépourvues de moyens de transport ou dirigés uniquement vers Paris. De plus, la SNCF et la RATP ont très mal entretenu leurs infrastructures et les pannes alternent avec les grèves.

Cette conception inspirée du tri-fonctionnalisme de la Charte d'Athènes qui voulait séparer le lieu du travail, du lieu du logement, et de celui de la culture et des loisirs, a empêché toute mixité sociale, et créé des ghettos sociaux. Elle est très nuisible à l'intégration et responsable de problèmes sociaux lourds et jamais réglés.

L'administration centrale française, installée dans les hôtels particuliers du VII^e arrondissement, et le lobby des architectes-urbanistes ont conduit une politique d'essence totalitaire, inspirée de cette Charte d'Athènes qui date de 1942, mais toujours à l'ordre du jour.

C'est à grand-peine et à grands coûts que le super-métro du Grand Paris Express tente de remédier à ce désastre, en reliant les villes de banlieue entre elles, sans les obliger à passer par Paris. Mais, là encore, l'Etat central veut profiter de ce grand projet pour renforcer **la densité de la banlieue** où les espaces verts disparaissent à vue d'œil, en raison de l'obligation de construire toujours davantage par l'action de plans locaux d'urbanisme soigneusement encadrés, et pour faire la chasse aux pavillons, accusés de tous les maux particulièrement celui de contribuer à « l'étalement urbain » alors qu'ils apportent par leurs jardins un meilleur air à tout leur environnement.

Impériale. Ce ne sont pas les pavillons qu'il faut démolir, ce sont les activités qu'il faut rapprocher des habitants grâce au futur Grand Paris Express ! Au lieu de construire des logements près des nouvelles gares, apportons-y de l'activité économique, des emplois à proximité des banlieusards grâce à ce nouveau réseau de transports.

Paris a accueilli 24 millions de touristes en 2018 tandis que Londres n'en avait que 15 millions. C'est évidemment une manne commerciale qui ne peut que faire plaisir, mais cela signifie aussi que la ville économique et administrative est en train de changer de nature. L'activité touristique se concentre sur la culture, les loisirs, le luxe, les start-up et les quartiers piétonniers. Les malheureux qui ont une voiture de plus de 10 ans et habitent généralement loin, se voient interdire la ville, mais les autocars à impériale circulent dans les petites rues, les livraisons se font par des poids lourds

de grand gabarit pour éviter les rotations, la RATP multiplie les autobus articulés : trois sur une place et tout est bloqué !

La réorganisation de la région parisienne ne passe pas par une diminution de la démocratie : les communes veulent garder leurs compétences, elles reconnaissent celles des départements qui sont les vraies intercommunalités pour le social, la voirie, les grands équipements, et celle de la région pour l'activité économique, les transports et la formation

Face à cette situation, les propositions sont souvent aussi comiques que désolantes. M. Villani propose d'absorber les villes limitrophes de Paris : ainsi, après avoir été conçues comme les dépotoirs de tout ce dont Paris ne voulait pas (HLM, cimetières, dépôts de pavés, maisons de retraite, centre d'accueil et de soins hospitaliers de Nanterre...), ces villes régresseraient encore pour n'être plus que des mairies d'arrondissement et retourner à la tutelle dont la réforme Defferre les avait libérées en 1982 et qui leur a permis de se transformer profondément. Quand on a goûté à la liberté, il est rare qu'on y renonce et les maires de ces communes ont dit non unanimement en répondant que leurs administrés préféreraient de loin avoir un vrai responsable plutôt qu'une administration centralisée et hors d'atteinte.

La réorganisation de la région parisienne ne passe pas par une diminution de la démocratie : les communes d'Ile-de-France veulent garder leurs compétences, elles reconnaissent celles des départements qui sont les vraies intercommunalités pour le social, la voirie, les grands équipements, et celle de la région pour l'activité économique, les transports et la formation. Si elles fusionnent, ce sera entre elles et à leur initiative en gardant ce rapport de proximité si nécessaire avec les habitants. New-York est la métropole la plus importante du monde, mais elle n'a jamais fait l'objet d'un projet institué. Car la métropolisation est un phénomène naturel de concentration des richesses économiques, intellectuelles et culturelles, et les absorbe, comme un trou noir, au détriment des territoires voisins qui en sont appauvris. Il faut donc moins la stimuler que la maîtriser pour préserver la liberté de tous.

Avocat, ancien ministre, Patrick Devedjian est président du conseil départemental des Hauts-de-Seine. Retrouvez sa chronique une semaine sur deux, le mercredi sur lopinion.fr et le jeudi dans l'édition papier de l'Opinion.

- [Ile-de-France](#)
- [Le Grand Paris](#)
- [Métropoles](#)
- [urbanisme](#)
- [élections municipales](#)